INNOVATECH
www.innovatech-quebec.qc.ca

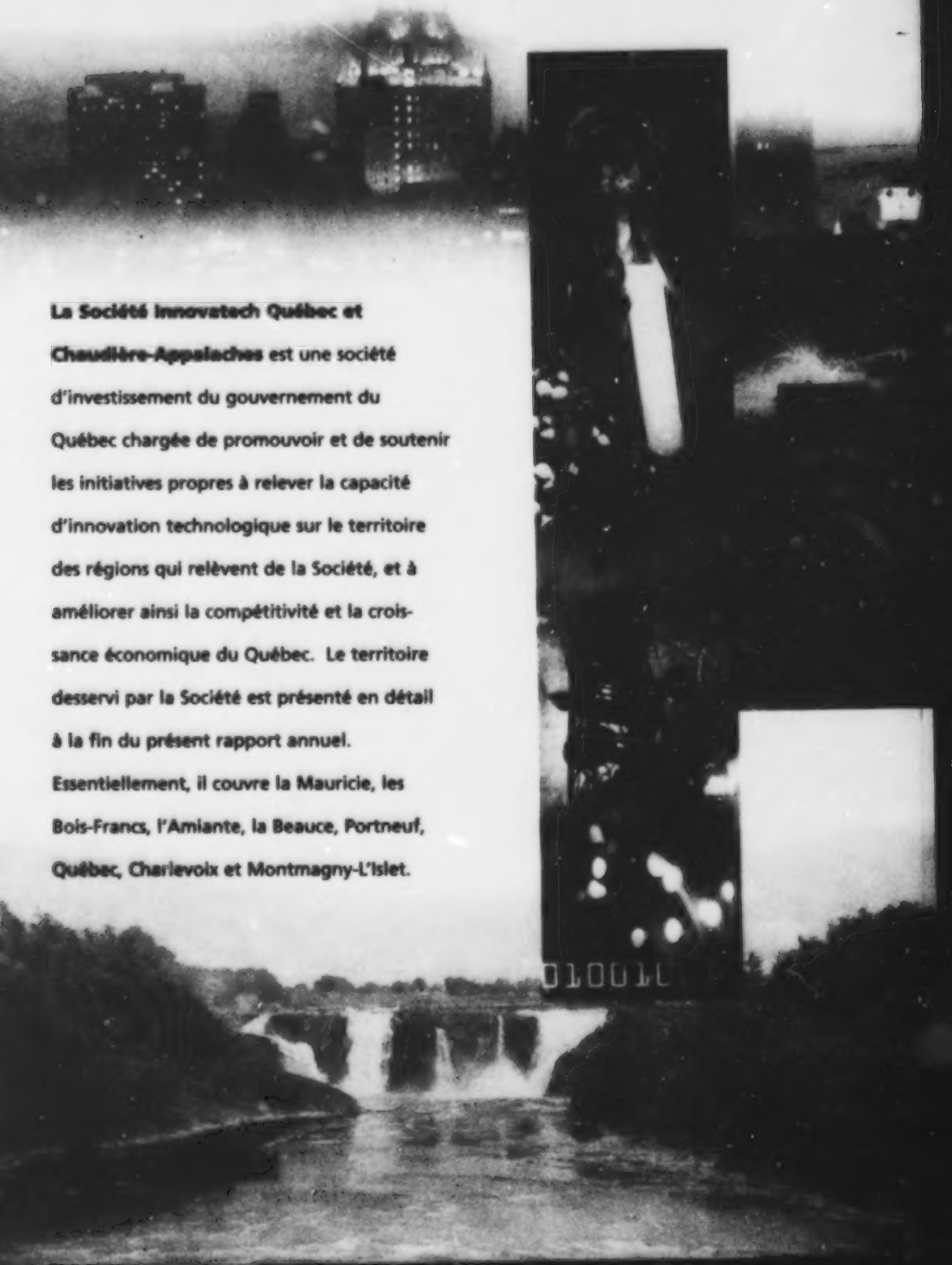
SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

CINQUIÈME RAPPORT ANNUEL

AU 31 MARS 2009

100-04740/

MISSION



La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une société d'investissement du gouvernement du Québec chargée de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire des régions qui relèvent de la Société, et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec. Le territoire desservi par la Société est présenté en détail à la fin du présent rapport annuel. Essentiellement, il couvre la Mauricie, les Bois-Francs, l'Amiante, la Beauce, Portneuf, Québec, Charlevoix et Montmagny-L'Islet.

MISSION

La Société innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une société d'investissement du gouvernement du Québec chargée de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire des régions qui relèvent de la Société, et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec. Le territoire desservi par la Société est présenté en détail à la fin du présent rapport annuel.

Essentiellement, il couvre la Mauricie, les Bois-Francs, l'Amiante, la Beauce, Portneuf, Québec, Charlevoix et Montmagny-L'Islet.

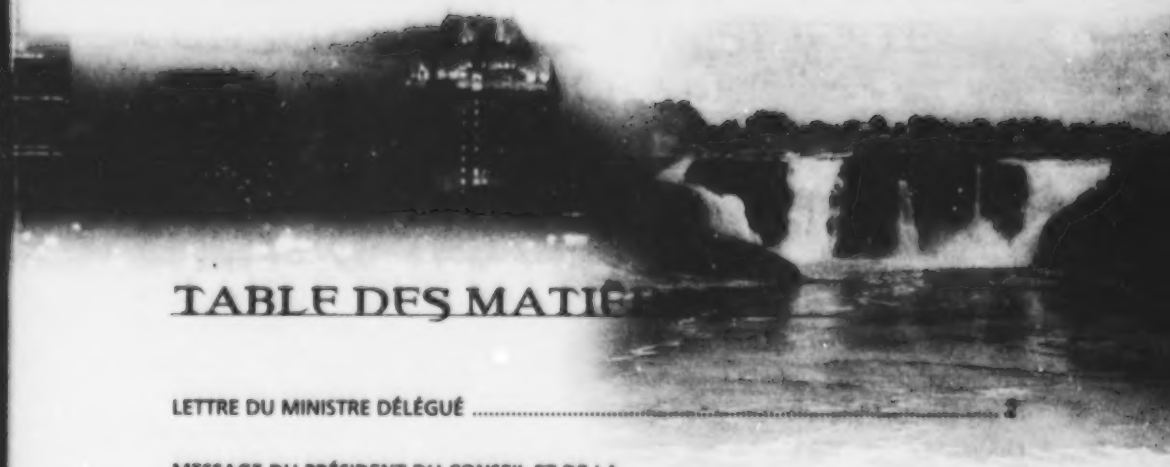


TABLE DES MATIÈ

LETTRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ 2

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE 3

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ 6

SURVOL 7

RAPPORT DES ACTIVITÉS 8

RAPPORT DE LA DIRECTION 14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 15

ÉTATS FINANCIERS 16

LISTE DES PLACEMENTS ET CONTRIBUTIONS 27-28

TERRITOIRE DESSERVI 29

LETTRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ

Québec, Novembre 1999

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre responsable de l'application de la Loi de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches.

Guy Julien
Ministre délégué à l'Industrie et au Commerce

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

Monsieur Guy Julien
Ministre responsable de l'application de la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le ministre,

Suivant les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, nous avons le plaisir de vous présenter les états financiers et le rapport d'activités pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1999.

Les activités de la période se sont poursuivies dans le cadre de la mission première de la Société : « l'accueil et le développement d'entreprises innovantes ». Ainsi, au cours de l'exercice, la permanence a reçu environ 80 nouvelles demandes d'intervention financière pour retenir 13 nouveaux dossiers et 18 réinvestissements qui ont été soumis au conseil d'administration de la Société pour un engagement de 13,6 millions de dollars. Ces participations se réaliseront dans le cadre d'investissements totaux de 75 millions de dollars investis par les entrepreneurs eux-mêmes et d'autres partenaires financiers.

Une fois l'exercice financier complété, la Société s'inscrit maintenant comme partenaire financier pour plus de 65 initiatives scientifiques et technologiques. La Société devient donc un intervenant de première ligne pour permettre aux régions qu'elle dessert d'entreprendre le virage technologique vers la nouvelle économie et ainsi contribuer directement à la création d'emplois.

Au cours de l'exercice, la Société est également intervenue financièrement à un niveau de risque répondant à sa mission et très souvent en amont des interventions de ses partenaires traditionnels. Sur les 13 nouveaux dossiers, 11 étaient dans des étapes de démarrage ou même de pré-démarrage.

Le conseil d'administration a siégé à 15 occasions durant l'exercice. En plus des d[ossiers] d'investissements, le conseil a appro[uvé] modifié un certain nombre de règle[ments] internes et procédé à l'adoption d'[un plan de] développement. L'exercice a ég[alement été] marqué par un changement de loi [constitu]tive et l'entrée en fonction [de la] présidente-directrice gé[nérale].

Résultats

Au 31 mars 1999, la Société avait réalisé des revenus de 2,2 millions de dollars, dont 934 186 dollars en revenus de subventions du gouvernement du Québec pour couvrir les frais de fonctionnement de la Société et les subventions prévues pour des organismes sans but lucratif. Les autres revenus proviennent des placements effectués par la Société. Les frais d'exploitation de la Société ont été d'environ 1 million de dollars. Cette dernière a donc couvert la totalité de ses frais de fonctionnement au cours du dernier exercice.

Durant la période, la Société a adopté une nouvelle méthode d'évaluation de la juste valeur marchande de son portefeuille de placements. Cette méthode est basée sur des principes conservateurs. Ainsi, suite à l'évaluation de son portefeuille, la Société a provisionné et dévalué des placements pour un montant total de 4 463 327 $.

Il en résulte une perte d'exploitation de 3 442 278 $ pour l'année. Il importe de souligner que seules les dévaluations sont reflétées aux états financiers alors que les autres placements demeurent au coût d'acquisition même si plusieurs de ceux-ci présentent un potentiel de plus-value important. Ainsi, la juste valeur marchande des placements de la Société est évaluée à 39,5 millions de dollars par rapport à une valeur aux livres de 37,4 millions de dollars. Pour les placements effectués en capital-actions ordinaire, depuis le début de ses opérations, le rendement annualisé de la Société est de 4,38 %.

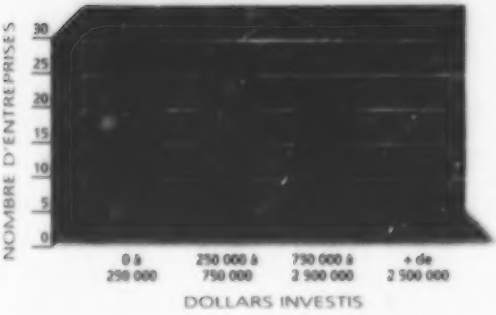
Les investissements de la Société sont relativement jeunes et ils s'adressent principalement à des entreprises en démarrage qui sont encore au stade de la recherche et du développement. Ainsi, il peut s'écouler plus de deux ans avant qu'une entreprise ne débute véritablement sa phase de commercialisation; c'est certainement le cas, par exemple, pour le secteur des biotechnologies. Une récente analyse sur les entreprises en portefeuille de la Société indique que 75 % des entreprises n'avaient pas encore réalisé un million de chiffre d'affaires.

Perspectives

Au cours de l'exercice, la Loi de la Société a été modifiée pour lui permettre d'être dotée d'un fonds social de 75 millions de dollars. Elle assure également la continuité de son existence, qui était limitée à l'origine, tout en préservant la double mission de promotion et de soutien aux initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire qu'elle dessert.

Ce nouveau cadre permettra à la Société d'intensifier les investissements de pré-démarrage et de démarrage présentant un niveau de risque important. Grâce à une validation élaborée aux niveaux scientifique et technique des projets soumis, la Société continuera à jouer son rôle de catalyseur en incitant d'autres institutions de capital de risque à participer au financement de projets prometteurs visant le développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE SELON LA TAILLE DES INVESTISSEMENTS



La Société a également posé un geste significatif en acceptant le défi de jouer, en quelque sorte, un rôle de leadership pour le lancement et la réalisation d'une Cité de l'optique dans la grande région de Québec.

En conclusion, le conseil d'administration de la Société a appuyé ses décisions d'investissement sur les éléments parfaitement compatibles avec sa mission et les principes qui ont guidé sa création, à savoir l'effet de levier économique, les résultats structurants que sa participation financière génère en matière d'innovation technologique et son rôle de catalyseur et de rassembleur auprès des autres intervenants du milieu.

La croissance du portefeuille d'investissements résulte d'un travail concerté et soutenu des membres du conseil d'administration et de l'ensemble du personnel de la Société. Nous les remercions bien sincèrement pour leur dévouement et leur très grande disponibilité. Nous continuerons de déployer tous les efforts pour assurer la réussite et la mission de la Société et ainsi contribuer directement à la création d'emplois et à améliorer la compétitivité et la croissance économique du Québec.

Jacques Desmeules
Président du conseil

Francine Laurent
Présidente-directrice générale

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est dirigée par un conseil d'administration composé de membres issus des milieux des affaires, de la recherche et de l'enseignement. Un délégué provenant d'un ministère à vocation économique et éducative assiste aux réunions comme observateur.

Le conseil a complète juridiction sur les participations financières de la Société, lorsque ces dernières ne dépassent pas cinq millions de dollars. Au-delà de ce montant, il recommande le financement au ministre responsable de la Société. Dans l'éventualité où le financement excède dix millions de dollars, la Société doit obtenir l'approbation du gouvernement.

Au 31 mars 1999, le conseil d'administration de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches était composé des personnes suivantes :

PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ

SURVOL

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une société d'investissement du gouvernement du Québec. La Société dispose d'un fonds social de 75 millions de dollars pour réaliser des investissements dans des projets et entreprises de haute technologie.

Contenu technologique et investissements en amont

Outil stratégique et financier de développement économique, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches joue un rôle unique dans l'industrie québécoise du capital de risque. Rigoureusement tournée vers des investissements à caractère technologique, principalement dans des phases de prédémarrage et de démarrage, la Société vise à :

- participer au financement de projets propres à positionner le territoire qu'elle dessert dans les secteurs les plus prometteurs de la nouvelle économie;
- investir dans des projets propices à la création d'effets structurants et de partenariats susceptibles de développer l'innovation et de favoriser la création d'emplois dans le secteur de la haute technologie;
- inciter par ses investissements d'autres sources de provenance nationale ou internationale à investir dans la région.

Trois portefeuilles d'investissements

Les investissements de la Société se répartissent en 3 portefeuilles d'activités soit les technologies de l'information et télécommunications, les biotechnologies et sciences de la vie ainsi que les technologies industrielles. Ce dernier secteur inclut notamment les nouveaux matériaux, l'environnement, les nouveaux procédés, l'instrumentation et contrôle. Chacun de ces secteurs est couvert par des spécialistes du domaine.

Programme de Valorisation

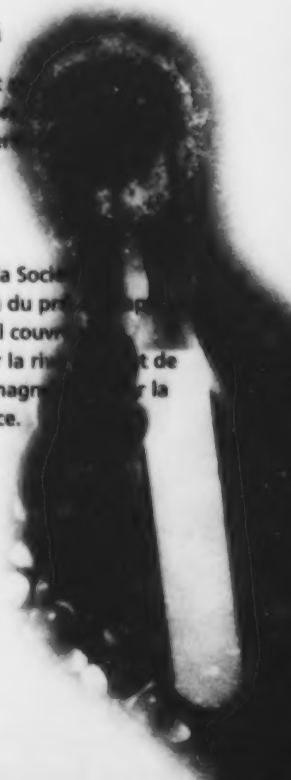
Il s'agit là d'un élément important de la stratégie de valorisation de la recherche universitaire que la Société Innovatech souhaite fortement encourager. L'objectif de ce Programme de Valorisation est d'inciter les chercheurs à finaliser leurs travaux lorsque ceux-ci comportent un fort potentiel de brevetabilité et de commercialisation, en vue d'en faire le transfert vers une entreprise commerciale.

Outils financiers

La forme d'investissement [privilégiée] par la Société est le capital-action[naire], les débentures et prêts conver[tibles] sont également utilisés.

Territoire

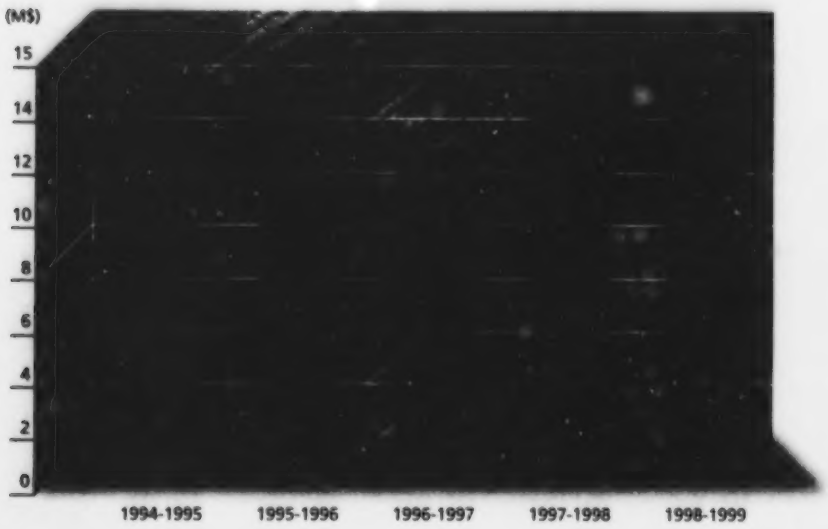
Le territoire desservi par la Soci[été] est présenté en détail à la fin du pr[ésent] rapport annuel. Essentiellement, il couv[re] la Mauricie à Charlevoix, sur la ri[ve] nord, de Nicolet-Yamaska à Montmagn[y] sur la rive sud, incluant la Beauce.



RAPPORT DES ACTIVITÉS

Depuis le début de ses activités en mai 1994, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a investi 47,5 millions de dollars dans 78 initiatives. Ces participations se sont effectuées dans le cadre d'investissements totalisant plus de 300 millions de dollars et ont contribué au maintien et à la création de plus de 1 800 emplois. Au chapitre de la création d'emplois, ces données proviennent d'évaluations fournies par les entreprises concernées.

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS

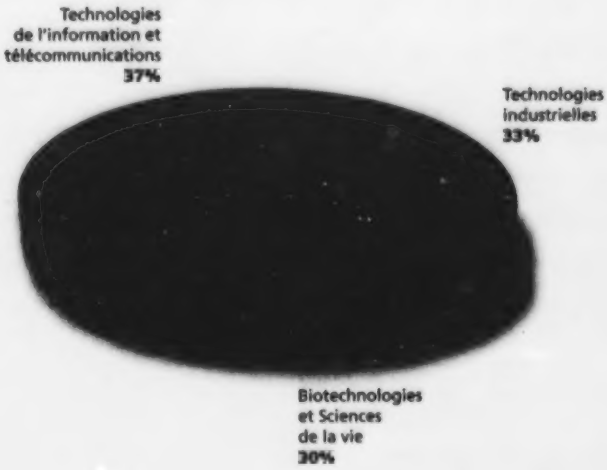


En 1999, l'actif total de la Société est passé de 35,6 millions de dollars à 43,4 millions de dollars. Quelques 15 dossiers se sont ajoutés pour porter le total des dossiers actifs à 65.

Répartition par portefeuille

La Société s'efforce de diversifier son portefeuille, afin de mieux jouer son rôle dans chacun des principaux domaines de l'innovation technologique. La Société détient des investissements dans 3 grands secteurs : les technologies de l'information et télécommunications (37 %), les biotechnologies et sciences de la vie (30 %) et les technologies industrielles (33 %). Ce dernier secteur inclut notamment les nouveaux matériaux, l'environnement, les nouveaux procédés, l'instrumentation et contrôle.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS, EN DOLLARS INVESTIS



Répartition régionale

La Société est plus présente sur l'ensemble de son territoire. Au 31 mars 1999, 78 % de ses investissements se situaient dans la grande région de Québec. La présence de nombreux centres de recherche dans la région de Québec explique principalement cette concentration.

Effet de levier

Les participations financières de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches s'inscrivent systématiquement dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé, les entrepreneurs, les institutions financières et divers organismes œuvrant au Québec. L'investissement consenti par nos partenaires pour réaliser les initiatives retenues représente en moyenne cinq fois le montant qu'injecte la Société.

Outils financiers

L'examen des véhicules financiers qu'a retenus la Société pour ses investissements en 1998-1999 fait également ressortir la flexibilité de ses choix : 65 % sont investis sous forme de capital-actions ordinaire, 2 % sous forme d'actions privilégiées et 33 % sous forme de prêts, débentures et autres types de contributions remboursables. Finalement, 1 % des montants investis a été versé à des organismes à but non lucratif.

LES INVESTISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ SE RÉPARTISSENT AINSI :

	Pour l'exercice 1998-1999		Cumulatif au 31 mars 1999	
	$	%	$	%
Capital-actions ordinaire	9 001 042	64,6	19 166 433	46,3
Prêts et débentures	1 911 196	13,7	10 018 203	24,2
Contributions remboursables	2 232 000	16,0	7 832 000	18,9
Capital-actions privilégié	250 000	1,8	1 811 985	4,4
Valorisation de la recherche	357 208	2,6	1 241 888	3,0
Contributions non remboursables	178 650	1,3	1 358 650	3,2
Total	**13 930 096**	**100**	**41 429 159**	**100**

Programme de Valorisation de la Recherche

Même si la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a bien réussi à identifier et à financer des entreprises technologiques en démarrage, des chercheurs font des découvertes à haut potentiel économique qui nécessitent un supplément de travail avant de les conduire vers l'acceptabilité par l'entreprise privée et la commercialisation, notamment sur les marchés d'exportation. Les subventions de recherche octroyées par les différents paliers gouvernementaux et les fondations privées ne couvrent pas les coûts de recherche reliés aux premiers stades du développement et à l'élaboration de prototypes, ainsi que les coûts reliés aux dépôts et demandes de brevets. De plus, les sociétés de capital de risque et les autres formes d'investissements disponibles sont rarement mises à contribution avant qu'un chercheur n'ait un produit clairement défini et protégé, ainsi qu'un plan d'affaires détaillé.

Au cours de l'exercice 1996-1997, la Société a procédé au lancement du Programme de Valorisation de la Recherche par la mise sur pied d'une nouvelle initiative de 3 millions de dollars qui contribue aux efforts de valorisation des travaux de recherche réalisés au sein des universités, centres d'enseignement et de recherche ainsi que des instituts spécialisés sur le territoire desservi par la Société : une première au Québec.

Au 31 mars 1999, la Société avait investi 1,4 million de dollars dans 11 projets de valorisation présentant un potentiel de transfert technologique ou pouvant éventuellement mener à la création d'une entreprise.

PROGRAMME DE VALORISATION DE LA RECHERCHE

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS AU 31 MARS 1999

Nombre de protocoles d'entente	7
Nombre de chercheurs rencontrés	80
Divulgations déposées	25
Analyses technologiques et de brevetabilité	30
Brevets en préparation	9
Brevets déposés	3
Nombre de projets	11
Investissements réalisés	**1 391 889 $**

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS

	Pour l'exercice 1998-1999	Cumulatif au 31 mars 1999
MISSION — Soutien financier		
Revues de pairs technologiques	21	149
Conseil d'administration - réunions	15	65
Nombre d'investissements effectués		
Biotechnologies et Sciences de la vie	10	27
Technologies de l'information et télécommunications	16	55
Technologies industrielles	12	41
Programme de Valorisation de la Recherche	7	17
Développement économique	1	3
Subventions	3	11
	49	154
Emplois créés et maintenus *	221	1 899
Investissements totaux	73,0 M$	308,2 M$

MISSION — Promotion du développement scientifique et technologique

Cité de l'optique de Québec
BioContact
OptoContact
Rendez-vous technologique
Ateliers de familiarisation du GATIQ

* Ces données proviennent d'évaluations fournies par les entreprises quant aux emplois créés pendant la période correspondant à la durée du financement.

SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1999

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION 14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR 15

ÉTATS FINANCIERS

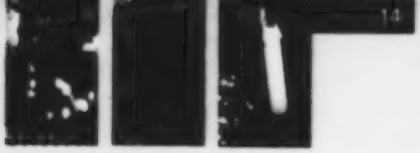
Résultats 16

Avoir de l'actionnaire 17

Bilan 18

Évolution de la situation financière 19

Notes complémentaires ..... 20 à 26



RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Laurent

Francine Laurent
Présidente-directrice générale

Québec, le 16 juillet 1999

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

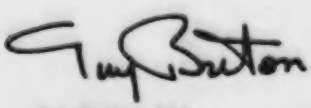
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 1999 et les états des résultats, de l'avoir de l'actionnaire et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1999, ainsi que des résultats de son exploitation et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 16 juillet 1999

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1999

	1999	1998
REVENUS		
Subvention du gouvernement du Québec (note 5)	**934 186 $**	1 246 630 $
Revenus des placements	**1 127 600**	724 972
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	**161 640**	123 156
Honoraires de gestion	**12 655**	42 500
Gains sur disposition de placements	**-**	677 586
	2 236 081	2 814 844
DÉPENSES		
Dépenses de fonctionnement :		
Traitements et avantages sociaux	**536 670**	453 122
Services professionnels et contractuels (note 6)	**187 597**	189 338
Loyers	**79 196**	81 032
Publicité et promotion	**90 834**	91 568
Déplacements et développement des affaires	**53 578**	48 765
Frais de bureau	**29 782**	40 865
Communications	**9 024**	12 624
Provision pour créances douteuses	**14 475**	-
Amortissement des immobilisations	**35 226**	34 186
Perte sur disposition d'immobilisations	**-**	17 055
	1 036 382	968 555
Contributions non remboursables :		
Organismes sans but lucratif	**178 650**	375 000
Société commerciale	**-**	100 000
	178 650	475 000
Provision pour prêts douteux	**2 365 184**	1 055 000
Moins-value durable sur des placements en capital-actions	**2 098 143**	800 000
	4 463 327	1 855 000
	5 678 359	3 298 555
PERTE NETTE	**(3 442 278) $**	(483 711) $

AVOIR DE L'ACTIONNAIRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1999

	1999	1998
CAPITAL-ACTIONS (note 7)	**46 383 096 $**	**- $**
SURPLUS D'APPORT		
Apport de l'actionnaire	**14 422 000**	14 422 000
Virement au capital-actions (note 7)	**(14 422 000)**	-
	-	14 422 000
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT)		
Solde au début	**421 096**	904 807
Perte nette	**(3 442 278)**	(483 711)
Virement au capital-actions (note 7)	**(421 096)**	-
Solde à la fin	**(3 442 278)**	421 096
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	**42 940 818 $**	14 843 096 $

BILAN

AU 31 MARS 1999

	1999	1998
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	**5 460 091 $**	6 650 769 $
Débiteurs	**100 138**	57 982
Frais payés d'avance	**3 329**	1 922
	5 563 558	6 710 673
Placements (notes 3 et 10)	**37 793 614**	28 776 352
Immobilisations (note 4)	**43 099**	69 746
	43 400 271 $	35 556 771 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	**111 393 $**	103 929 $
Souscriptions à payer	**312 500**	-
Subvention du gouvernement du Québec reportée (note 5)	**35 560**	69 746
Avances du gouvernement sans intérêt, ni modalités de remboursement	**-**	20 540 000
	459 453	20 713 675
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	**42 940 818**	14 843 096
	43 400 271 $	35 556 771 $

ENGAGEMENTS (note 9)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

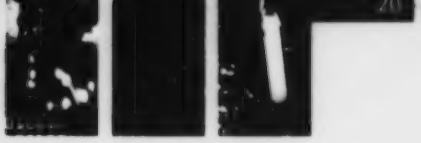
J. [illegible]

Laurent

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1999

	1999	1998
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(3 442 278) $	(483 711) $
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations	35 226	34 186
Intérêts capitalisés sur les placements	(277 816)	(119 240)
Dividendes en actions	(46 012)	(41 829)
Moins-value durable sur des placements en capital-actions	2 098 143	800 000
Provision pour prêts douteux	2 365 184	1 055 000
Provision pour créances douteuses	14 475	-
Gains sur disposition de placements	-	(677 586)
Perte sur disposition d'immobilisations	-	17 055
Autres revenus capitalisés aux placements	(1 500)	(37 500)
	745 422	546 375
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	261 926	(317 619)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	1 007 348	228 756
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subvention du gouvernement du Québec reportée	(34 186)	811 627
Avances du gouvernement du Québec	-	13 457 000
Conversion des avances du gouvernement	(20 540 000)	
Conversion de l'apport de l'actionnaire	(14 422 000)	-
Conversion des bénéfices non répartis	(421 096)	-
Émission de capital-actions	46 383 096	-
Liquidités provenant des activités de financement	10 965 814	14 268 627
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(8 580)	(39 411)
Acquisition de placements	(14 057 832)	(12 119 680)
Remboursement de placements	902 572	108 368
Produit de la disposition d'immobilisations	-	4 800
Produit de la disposition de placements	-	1 308 486
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(13 163 840)	(10 737 437)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	(1 190 678)	3 759 946
ENCAISSE AU DÉBUT	6 650 769	2 890 823
ENCAISSE À LA FIN	5 460 091 $	6 650 769 $



NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 1999

1. CONSTITUTION, MISSION ET FINANCEMENT

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et continuée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.Q. 1998, c. 21) sanctionnée le 12 juin 1998. La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec, tout en assurant un rendement permettant la continuité de ses activités.

La Société se définit comme étant un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance. Toutefois, la Société a versé des sommes sous forme de contribution non remboursable en vertu du respect des engagements contractés dans les exercices antérieurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements

Le capital de risque est constitué des placements de la Société effectués sous forme de :

- Capital-actions ordinaire
- Capital-actions privilégié
- Débentures et prêts
- Contributions remboursables

Les prêts incluent des intérêts capitalisés lorsque cette situation est prévue par convention.

Les placements sont inscrits au coût diminué de toute moins-value durable et provision pour prêts douteux, le cas échéant.

Provision pour prêts douteux

Lorsqu'il est établi que des prêts sont douteux, les valeurs comptables sont ramenées à leurs valeurs de réalisation estimatives. Lorsque les montants et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, les valeurs de réalisation estimatives sont mesurées selon les prix du marché observables pour ces prêts ou selon le jugement de la direction.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Mobilier et équipement	17 %
Équipement et matériel informatique	33 1/3 %
Améliorations locatives	27 %

Subvention du gouvernement du Québec reportée

Le montant de la subvention du gouvernement du Québec reportée représente le solde non amorti des immobilisations financées à même les subventions reçues du gouvernement du Québec. Cette subvention reportée est imputée aux revenus selon la méthode et les taux utilisés pour l'amortissement des immobilisations.

Contributions non remboursables

Les contributions non remboursables sont imputées aux dépenses de l'exercice lorsqu'elles sont autorisées et que les requérants ont satisfait aux conditions prévues par convention. Advenant la diminution du coût prévu des projets ou le non-respect des conditions, tout recouvrement de contribution sera comptabilisé aux revenus de l'exercice alors en cours.

3. PLACEMENTS

	1999	1998
Capital-actions ordinaire		
sociétés privées	**17 484 615 $**	10 496 300 $
sociétés publiques (valeur boursière 2 204 013 $, 1998 : 1 023 840 $)	**1 843 850**	426 600
Capital-actions privilégié		
rachetable et/ou convertible échéant de 1999 à 2007	**1 940 713**	1 701 745
Débentures et prêts (note 10c)		
convertible échéant de 1999 à 2003	**2 241 861**	3 398 300
convertible (échéance indéterminée)	**947 443**	635 041
non convertible échéant de 1999 à 2005	**4 703 375**	5 328 584
non convertible (échéance indéterminée)	**-**	300 000
Contributions remboursables (note 10c)		
échéant en 2010	**2 800 000**	1 400 000
échéance indéterminée	**5 032 000**	4 200 000
Avance dans le cadre du Programme de Valorisation de la Recherche (note 10c)		
échéance indéterminée	**1 241 888**	884 680
Prêts douteux (note 10c)	**2 569 919**	600 000
	40 805 664	29 371 250
Intérêts et dividendes à recevoir	**579 151**	505 102
	41 384 815	29 876 352
Moins :		
Provision pour prêts douteux*	**1 694 808**	600 000
Moins-value durable sur des placements en capital-actions	**1 896 393**	500 000
	37 793 614 $	28 776 352 $

* Dont 209 803 $ pour intérêts à recevoir

4. IMMOBILISATIONS

	1999			1998
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Net**	**Net**
Mobilier et équipement	**71 865 $**	**49 327 $**	**22 538 $**	29 935 $
Équipement et matériel informatique	**59 460**	**43 439**	**16 021**	30 731
Améliorations locatives	**16 646**	**12 106**	**4 540**	9 080
	147 971 $	**104 872 $**	**43 099 $**	69 746 $

5. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC REPORTÉE

	1999			1998
	Soutien financier des initiatives	**Frais de fonctionnement et immobilisations**	**Total**	**Total**
Subvention reportée au début	**- $**	**69 746 $**	**69 746 $**	86 376 $
Subvention octroyée pour l'exercice	**100 000**	**800 000**	**900 000**	1 230 000
Moins :				
Revenu de subvention	**100 000**	**834 186**	**934 186**	1 246 630
Subvention reportée à la fin	**- $**	**35 560 $**	**35 560 $**	69 746 $

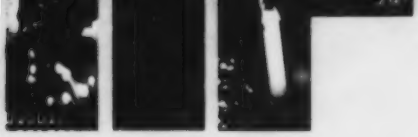
6. SERVICES PROFESSIONNELS ET CONTRACTUELS

Les sommes que la Société reçoit à titre de remboursement de dépenses pour l'analyse des dossiers d'investissement pour un montant de 60 373 $ (1998 : 57 788 $) sont présentées en réduction des services professionnels et contractuels.

7. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches sanctionnée le 12 juin 1998 a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 75 000 000 $.

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.



	1999	1998
Autorisé :		
750 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Émis et payé :		
463 830 actions ordinaires	**46 383 096 $**	**- $**

Le 26 novembre 1998, la Société a émis 353 830 actions ordinaires d'un montant équivalent à l'avoir accumulé de la Société au 31 mars 1998, soit 14 843 096 $, et aux avances du gouvernement établies au 30 juin 1998, soit 20 540 000 $. De plus, au cours de l'exercice, la Société a émis 110 000 actions ordinaires pour un montant de 11 000 000 $ au comptant.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. ENGAGEMENTS

Au 31 mars, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives se répartissent comme suit :

	1999	1998
Placements :		
Capital-actions ordinaire	**4 694 212 $**	4 683 000 $
Capital-actions privilégié	**1 200 000**	350 000
Débentures et prêts	**2 332 548**	3 835 776
Contributions remboursables	**2 264 000**	4 496 000
Avance dans le cadre du Programme de Valorisation de la Recherche	**349 909**	366 320
Cautionnement	**125 000**	-
	10 965 669	13 731 096
Contributions non remboursables :		
Organismes à but non lucratif	**-**	105 000
	10 965 669 $	13 836 096 $

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable compte tenu de l'échéance à court terme de ces éléments.

La Société a effectué un changement de méthode pour l'évaluation de ses placements. En effet, la juste valeur des instruments financiers à long terme a été déterminée à l'interne, au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux de risque. Ces méthodes prévoient que les instruments financiers sont présentés au coût d'acquisition, à moins qu'un événement concret, quantifiable et ayant un impact significatif sur la valeur des entreprises, justifie une hausse ou une baisse de valeur. Toutefois, si ces instruments demeurent au coût d'acquisition pour une période supérieure à 36 mois étant donné l'absence d'événements, ils seront alors soumis à une évaluation approfondie. L'application rétroactive de cette méthode a eu pour effet de diminuer la juste valeur des investissements de 1 950 200 $ au 31 mars 1998. Cet écart est essentiellement lié à la réévaluation des placements, sans égard aux méthodes d'évaluation qui tiennent compte des flux monétaires et des produits de disposition futurs.

	1999			1998		
	%	Valeur comptable	Juste valeur	%	Valeur comptable	Juste valeur redressée
Placements :						
Capital-actions ordinaire	47,6	17 790 058 $	19 795 600 $	36,9	10 422 900 $	11 202 000 $
Capital-actions privilégié	4,2	1 582 727	1 583 600	6,0	1 701 745	1 701 800
Débentures et prêts	24,0	8 977 593	8 977 600	34,2	9 661 925	9 662 000
Contributions remboursables	20,9	7 832 000	7 932 000	19,8	5 600 000	6 014 000
Avance dans le cadre du Programme de Valorisation de la Recherche	3,3	1 241 888	1 242 000	3,1	884 680	885 000
	100,0	37 424 266 $	39 530 200 $	100,0	28 271 250 $	29 464 800 $

b) Risque de crédit

La Société est exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités. Les investissements se répartissent en trois secteurs, soit :

- Biotechnologies et Sciences de la vie : 30 % (1998 : 24 %)
- Technologies de l'information et télécommunications : 37 % (1998 : 43 %)
- Technologies industrielles : 33 % (1998 : 33 %)

La Société procède durant l'exercice à l'évaluation continue de ses investissements. Elle établit ses baisses de valeur durables basées sur le risque que présentent les entreprises. Selon la direction, il n'y a pas de risque significatif non comptabilisé au 31 mars 1999.

c) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

1999	Sans intérêt	Taux variable	Taux fixe jusqu'à échéance du placement***	Total
Débentures et prêts convertibles				
échéant de 1999 à 2003	- $	975 000 $	1 266 861 $	2 241 861 $
échéance indéterminée	-	50 000	897 443	947 443
Débentures et prêts non convertibles				
échéant de 1999 à 2005	-	-	4 703 375	4 703 375
Contributions remboursables				
échéant en 2010*	2 800 000	-	-	2 800 000
échéance indéterminée*	5 032 000	-	-	5 032 000
Avance dans le cadre du Programme de Valorisation de la Recherche*	1 241 888	-	-	1 241 888
Prêts douteux	-	-	2 569 919	2 569 919
	9 073 888 $	1 025 000 $	9 437 598 $	19 536 486 $

* Sera remboursable sous forme de redevance sur les ventes.

** Lorsqu'il y aura transfert de technologie dans une société à être formée ou dans une société existante, les sommes avancées feront l'objet d'une formule de remboursement ou seront prises en compte dans l'actionnariat de la société, selon une formule à déterminer.

*** Les taux d'intérêt varient de 7 à 20 % et dans certains cas, des redevances s'ajoutent.

11. INCERTITUDE DÉCOULANT DU PROBLÈME DU PASSAGE À L'AN 2000

Les systèmes informatiques sensibles aux dates peuvent entrainer des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1er janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date, et, si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur l'exploitation et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui pourrait nuire à la capacité de l'entité d'exercer normalement ses activités.

La Société a mis en place un plan de correction pour remédier à cette incertitude. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur la Société, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1998 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999.

LISTE

BIOTECHNOLOGIES ET SCIENCES DE LA VIE

AEF Global inc.
Altertek Bio inc.
BCM Oncologia inc.
Biochem Vaccins inc.
Biozymes inc.
Diagnocure inc.
Gelkem inc.
Infectio Diagnostic inc.
Laboratoires Aeterna inc.
Pec-Nord inc.
SignalGène inc.
Trémollières Aliments Fonctionnels inc.
Virocell inc.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET TELECOMMUNICATIONS

Adrenaline Software inc.
Baan Canada inc.
CCE Mid Multimédia inc.
Cescom inc.
Cifra Medical inc.
CorActive High-Tech inc.
Davicom Technologies inc.
Domosys inc.
eatsleepmusic.com
G2SI (9033-0374 Québec inc.)
Gespro Innovation inc.
Gespro Technologies inc.
Groupe MSI inc.
Hauts-Monts Recherche inc.
HexaVision Technologies inc.
Labcal Technologies inc.
Lexisoft inc.
Motus Technologies inc.
Proksim Software inc. (9056-7785 Québec inc.)
SET Technologies inc.
telweb inc.

TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES

Bartolite inc.
Dephy Technologies inc.
Entreprises Premier CDN ltée
Environair S.I.P.A. inc.
Filtre Expert inc.
Galvacor inc.
Industrivel inc.
Les Bois Moulés P.M.S. ltée
Les Matériaux de pointe Precitech inc.
LG Technologies inc.
Mafor inc.
Mecker Technologies inc.
RBF Technologies inc.
Recra Environnement inc.
Romaro 2000 ltée
Technifab International inc.
Technologies Intermag inc.
Technologies Sonomax inc.
Technologies de Stérilisation à l'Ozone TSO3 inc.

LISTE DES CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE VALORISATION DE LA RECHERCHE AU 31 MARS 1999

BIOTECHNOLOGIES ET SCIENCES DE LA VIE

Marc Lavoie
Paul Naccache
François Pothier
Vincent Raymond

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Luc Morin

TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES

Marcel Baril
Mosto Bousmina
Jean Caron
Serge Kaliaguine
Gaétan Laroche
Tecta inc.

TERRITOIRE DESSERVI PAR LA SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES